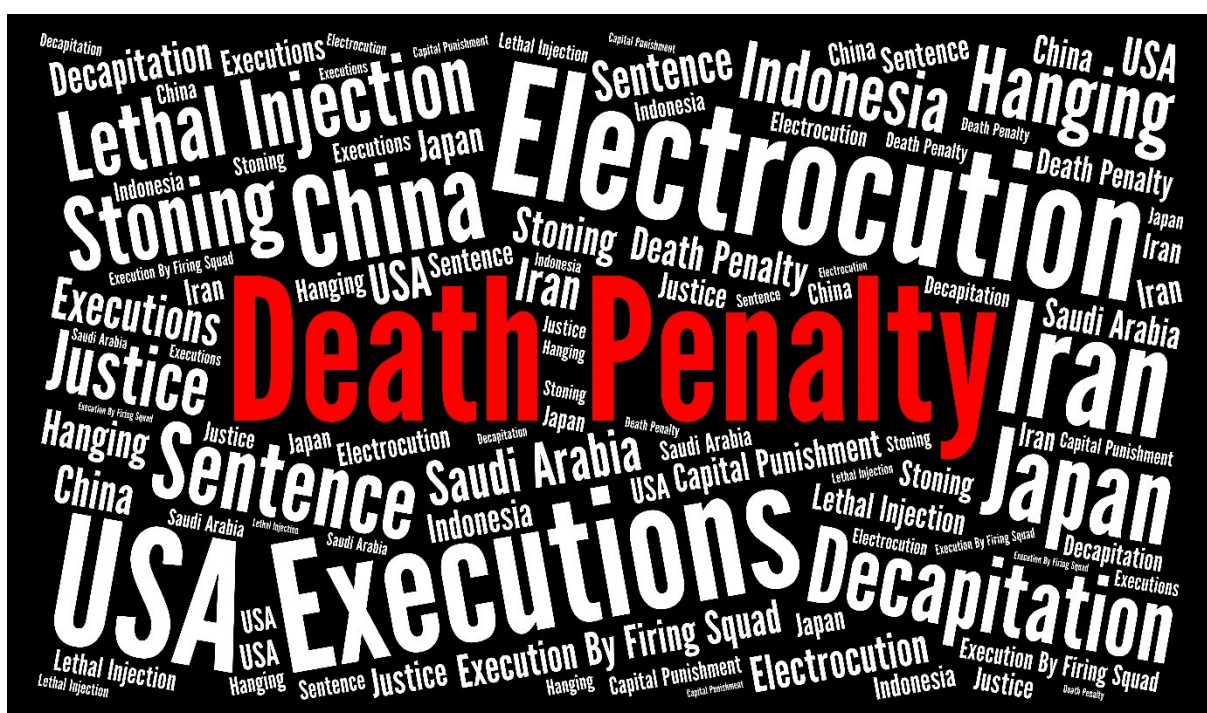




© Amnesty International



Sommaire

Le point sur la situation dans le monde	3
Activité 1	3
Déroulement	4
Exemples de pays - à compléter	5
Annexe 1	5
Document d'enquête - à compléter	6
Annexe 2	6
1. Pays abolitionniste étudié	6
2. Pays non abolitionniste étudié	7
Fiche mémo – bilan sur la peine de mort en 2020	8
Annexe 3	8
Pays abolitionnistes et non abolitionnistes au 31 décembre 2020	8
1. Pays abolitionnistes pour tous les crimes	8
2. Pays abolitionnistes pour les crimes de droit commun uniquement	9
3. Pays abolitionnistes dans la pratique	9
4. Pays non abolitionnistes	9

Le point sur la situation dans le monde

Activité 1

Objectifs

- Connaître les différentes catégories de pays en termes d'abolition de la peine de mort
- Appréhender la situation dans le monde
- Articuler les données avec ses connaissances géographiques



Durée

60 à 90 minutes



Public

À partir de 14 ans
De 8 à 30 personnes



Matériel

- Une grande carte du monde
- Des punaises (une cinquantaine)
- Les fiches annexes 1 et 2 imprimées pour chaque groupe
- Accès à un ordinateur et à une connexion Internet



Préparation

- Affichez la grande carte du monde au tableau ou sur un panneau de paperboard.
- Imprimez les fiches annexes pour chaque groupe.
- Prenez connaissance des statistiques actuelles en vous référant à la « fiche mémo - bilan sur la peine de mort en 2020 » (annexe 3).

Déroutement

1. Au tableau ou sur un panneau de paperboard, écrivez : « pays abolitionnistes pour tous les crimes », « pays abolitionnistes pour les crimes de droit commun », « pays abolitionnistes en pratique », « pays non abolitionnistes ». Demandez aux personnes participantes de rappeler la définition de chacun de ces termes. Ajoutez des éléments si nécessaire, en vous appuyant sur la fiche mémo en annexe.

2. Dans un premier temps, répartissez les personnes en sous-groupes de 3 à 4 personnes, et distribuez la fiche annexe 1 : demandez-leur de nommer 3 pays pour chacune des catégories (« abolitionnistes pour tous les crimes », « abolitionnistes pour les crimes de droit commun », « abolitionnistes en pratique », « non abolitionnistes »).

3. Lorsque tous les sous-groupes se sont mis d'accord, demandez à un représentant du premier groupe de partager ses réponses : il dépose sur la grande carte du monde des punaises vertes sur les « pays abolitionnistes pour tous les crimes », des punaises bleues sur les « pays abolitionnistes pour les crimes de droit commun », des punaises orange sur les « pays abolitionnistes en pratique », et enfin des punaises rouges sur les « pays non abolitionnistes ». Si les autres groupes ont identifié d'autres pays, demandez-leur de venir déposer à leur tour des punaises de la couleur appropriée.

4. Vérifiez ensemble si les réponses proposées sont correctes. Vous pouvez également donner d'autres exemples de pays.

5. Dans un second temps, demandez à chaque groupe d'enquêter sur 2 pays, 1 pays abolitionniste pour tous les crimes et 1 pays non abolitionniste, en remplissant l'annexe 2. Assurez-vous que chaque groupe travaille sur des pays différents. Encouragez-les à enquêter sur les pays sur lesquels ils ont fait des erreurs dans la première partie afin de connaître la réalité de leur situation.

Le temps d'enquête peut être réalisé en dehors de la session d'activité ou pendant la session si vous avez accès à des ordinateurs et à une connexion Internet.

6. Demandez enfin à chaque sous-groupe de faire une restitution de leur enquête en plénière.

Exemples de pays - à compléter

Annexe 1

Merci de nommer :

3 pays abolitionnistes pour tous les crimes	3 pays abolitionnistes pour les crimes de droit commun	3 pays abolitionnistes en pratique	3 pays non abolitionnistes

Document d'enquête - à compléter

Annexe 2

1. Pays abolitionniste étudié :

Sur quel continent se situe ce pays ?

.....

.....

.....

Depuis quand ce pays a aboli pleinement la peine de mort ? Dans quel contexte historique ?
Qui a porté l'abolition (le peuple, une personne politique etc.) ?

.....

.....

.....

.....

.....

Quelle était la situation dans le pays avant l'abolition ? (par exemple : abolition en pratique/pour les crimes de droit commun/non abolition, combien d'exécutions estimées, méthodes d'exécutions utilisées)

.....

.....

.....

.....

.....

.....

2. Pays non abolitionniste étudié :

Sur quel continent se situe ce pays ?

.....

.....

A combien sont estimées le nombre d'exécutions par an ?

.....

.....

Quelles sont les méthodes d'exécutions utilisées ?

.....

.....

.....

.....

Quels sont les actes ou crimes pouvant donner lieu à la peine de mort ?

.....

.....

.....

.....

.....

Toutes autres informations sur l'utilisation de la peine de mort dans le pays :

.....

.....

.....

.....

Fiche mémo – bilan sur la peine de mort en 2020

Annexe 3

Chaque année, Amnesty International publie un rapport mondial sur la peine de mort dans le monde. Vous pouvez consulter les données à jour en consultant notre site Internet :

<https://www.amnesty.fr/peine-de-mort-et-torture>.

Pays abolitionnistes et non abolitionnistes au 31 décembre 2020

Plus des deux tiers des pays du monde ont maintenant aboli la peine de mort en droit ou en pratique. Au 31 décembre 2020 on comptait :

- Pays abolitionnistes pour tous les crimes : 108
- Pays abolitionnistes pour les crimes de droit commun uniquement : 8
- Pays abolitionnistes en pratique : 28
- Total des pays abolitionnistes en droit ou en pratique : 144
- Pays non abolitionnistes : 55

1. Pays abolitionnistes pour tous les crimes

Pays dont la législation ne prévoit la peine de mort pour aucun crime :

Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Andorre, Angola, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Burundi, Cambodge, Canada, Cap-Vert, Chypre, Colombie, Congo (République du), Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, Équateur, Espagne, Estonie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Grèce, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Cook, Îles Marshall, Irlande, Islande, Italie, Kirghizistan, Kiribati, Kosovo*, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malte, Maurice, Mexique, Micronésie, Moldavie, Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Nauru, Népal, Nicaragua, Niué, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouzbékistan, Palaos, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, République dominicaine, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Rwanda, Saint-Marin, Salomon, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Serbie, Seychelles, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Suriname, Tchad, Timor-Leste, Togo, Turkménistan, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Vatican, Venezuela.

* Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi qu'à l'avis de la Cour internationale de justice sur la déclaration d'indépendance du Kosovo

2. Pays abolitionnistes pour les crimes de droit commun uniquement

Pays dont la législation prévoit la peine de mort uniquement pour des crimes exceptionnels, tels que ceux prévus par le Code de justice militaire ou ceux commis dans des circonstances exceptionnelles* :

Brésil, Burkina Faso, Chili, Guatemala, Israël, Kazakhstan, Pérou, Salvador.

* Aucune exécution n'a été recensée dans ces pays depuis plus de 10 ans.

3. Pays abolitionnistes dans la pratique

Pays dont la législation prévoit la peine de mort pour des crimes de droit commun tels que le meurtre, mais qui peuvent être considérés comme abolitionnistes en pratique parce qu'ils n'ont procédé à aucune exécution depuis au moins 10 ans et semblent avoir pour politique ou pour pratique établie de s'abstenir de toute exécution :

Algérie, Brunéi Darussalam, Cameroun, Corée du Sud (République de Corée), Érythrée, Eswatini (ex-Swaziland), Ghana, Grenade, Kenya, Laos, Liberia, Malawi, Maldives, Mali, Maroc et Sahara occidental, Mauritanie, Myanmar, Niger, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République centrafricaine, Russie*, Sierra Leone, Sri Lanka, Tadjikistan, Tanzanie, Tonga, Tunisie, Zambie.

*La Russie a institué un moratoire sur les exécutions en août 1996. Cependant, des personnes ont été exécutées entre 1996 et 1999 en Tchétchénie.

4. Pays non abolitionnistes

Pays dont la législation prévoit la peine de mort pour des crimes de droit commun :

Afghanistan, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belize, Botswana, Chine, Comores, Corée du Nord (République populaire démocratique de Corée), Cuba, Dominique, Égypte, Émirats arabes unis, États-Unis, Éthiopie, Gambie, Guinée équatoriale, Guyana, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Jamaïque, Japon, Jordanie, Koweït, Lesotho, Liban, Libye, Malaisie, Nigeria, Oman, Ouganda, Pakistan, Palestine (Etat de), Qatar, République démocratique du Congo, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Singapour, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Syrie, Taiwan, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Viêt-Nam, Yémen, Zimbabwe.